

## Rompre avec un demi-siècle d'anti-développement

**L**ES pages qui suivent proposent une réflexion prospective sur l'économie de l'Afrique francophone au sud du Sahara, plus particulièrement sur celle des pays qui sont restés étroitement liés à la France dans le cadre de la zone franc. Il s'agit de mettre en évidence les tendances lourdes qui, nées à l'époque coloniale, ont survécu à la décolonisation ainsi que les changements qui sont intervenus ; plusieurs scénarios possibles d'évolution de l'économie de ces pays sont en conséquence proposés.

### Des économies coloniales rentières

A qui débarque dans l'AOF ou l'AEF des années 1950, une évidence s'impose immédiatement : il entre dans des pays où tout est cher. Les prix de vente des produits manufacturés et des services sont de 50 à 100 % plus élevés qu'en métropole, parfois plus ; les Européens « font du CFA » grâce à des salaires ou à des marges bénéficiaires nettement plus élevés que dans leur pays d'origine ; même les salaires des indigènes, salaires pourtant fort modestes, sont beaucoup plus élevés que dans les colonies britanniques voisines.

Seuls les produits du village, vendus sur le marché sans avoir pénétré dans le secteur moderne, sont proposés à des prix qui, comparés aux autres, semblent ridiculement bas.

Pourquoi des pays où la majorité des gens sont pauvres et peu productifs sont-ils aussi des pays « chers » ? Pourquoi la « cherté » atteint-elle des sommets au Gabon qui est alors dite la « Cendrillon » des colonies françaises d'Afrique ? Pourquoi, contrairement

à la théorie économique généralement acceptée, cette région échappet-elle à la corrélation entre salaires et productivités du travail ?

Ce régime semble s'être établi, ou en tout cas, s'être considérablement renforcé, après la Seconde Guerre mondiale. Pour en expliquer la naissance, on peut retenir, en la développant, la thèse soutenue par l'historien Jacques Marseille (1) : *il est le résultat de la pression exercée par une partie des industriels français, ceux dont les produits ne sont plus compétitifs sur les marchés mondiaux, qui n'ont plus le dynamisme suffisant pour moderniser leurs unités de production et reconquérir des parts de marché et qui poussent à la création d'une zone privilégiée où des débouchés leur seront assurés.*

Cet objectif est atteint en combinant plusieurs mesures. D'abord en protégeant, autant que faire se peut, la zone de la concurrence des autres nations industrialisées. Ensuite en acceptant de payer certains produits africains à un prix supérieur au prix mondial, procurant ainsi un pouvoir d'achat supplémentaire dans la zone. Enfin en créant une unité monétaire, le franc CFA, surévaluée par rapport au franc français, ce qui facilite les exportations des industriels métropolitains.

On notera qu'un tel régime n'est possible que grâce aux rentes agricoles, forestières et minières dont bénéficient les produits exportés par ces pays et aux « sur-rentes » qu'accepte de payer la métropole. Les entreprises prélèvent sur ces rentes pour surpayer leur main-d'œuvre, surpayer leurs fournisseurs locaux, payer leurs impôts et il leur reste encore de beaux bénéfices. L'administration coloniale effectue une péréquation entre les territoires rentiers et ceux qui ne le sont pas (le Niger, le Tchad, etc.), de telle sorte que le même régime de cherté peut exister dans ces territoires défavorisés. Le Gabon qui bénéficie de belles rentes forestières (et commence à jouir d'une rente pétrolière) est aussi le pays où le coût de la vie est un des plus élevés.

On notera aussi qu'un tel régime n'est viable que grâce aux difficultés de transport entre colonies françaises et britanniques. Ces dernières, qui ne bénéficient pas de la même protection, devraient être des concurrentes redoutables pour les territoires français mais, à cause de ces difficultés, leur concurrence ne s'exerce que sur une frange et « l'empire » est relativement isolé.

Un tel régime a deux conséquences :

— Il est impossible de fabriquer quoi que ce soit dans ces pays qui puisse être vendable à l'extérieur. Les seuls produits manufac-

\* Cet article est extrait de l'ouvrage collectif, *La France et l'Afrique. Vade-mecum pour un nouveau voyage*, sous la direction de Serge MICHAÏLOF, Paris, Karthala, 1993.

(1) Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel,

1984. Rappelons que, en 1958, « l'Empire » absorbait plus de 80 % des exportations françaises de tissus de coton, un tiers des produits chimiques et plus du tiers des automobiles exportées par la France.

turés exportables sont ceux qui résultent de la transformation d'un produit bénéficiant d'une rente : l'huile d'arachide, le contreplaqué... L'économie sur les frais de transport des produits transformés paie les surcoûts de la transformation locale et, si nécessaire, on prélève un peu sur la rente pour payer ces surcoûts.

La toute jeune industrie de l'aluminium d'Edea au Cameroun, que célèbrent abondamment les « développeurs » de l'époque, est-elle autre chose qu'une entreprise d'exploitation de la rente d'un « gisement » exceptionnel d'électricité ?

Il est impossible de fabriquer quoi que ce soit dans ces pays pour un marché intérieur sans protection. Dans les pays d'Afrique équatoriale où la Convention de Berlin interdit la protection, il n'y a pratiquement aucune industrie produisant pour le marché local (en dehors des brasseries qui bénéficient d'une protection géographique). Dans ceux d'Afrique occidentale, grâce à la protection tarifaire mise en place par le colonisateur français et grâce aux difficultés de transport entre pays francophones et pays anglophones, il existe un embryon d'industrie pour le marché local.

Pendant longtemps, l'économie coloniale n'a été qu'une économie de prélèvement de la rente par les entreprises étrangères, les indigènes n'en recueillant que des miettes. La situation n'a commencé à changer que dans les années 1950, la métropole se souciant désormais de « développement » et commençant à donner une « aide » (le FIDES). Mais cette aide est-elle autre chose qu'une aide à la croissance de l'économie rentière ? Elle est centrée sur l'amélioration des infrastructures de transport avec l'objectif de faire émerger de nouveaux gisements de rentes et sur la création de cultures irriguées dont on s'imagine (à tort) qu'elles dégageront des rentes.

Cette situation est éminemment défavorable à tout accroissement de la productivité, c'est-à-dire à tout développement réel. Mieux vaut chasser la rente que d'accroître la productivité de son entreprise. De toute façon, il y a un tel gap entre la productivité et le coût des facteurs de production qu'atteindre la compétitivité est une tâche sans espoir.

### **Trente ans après : des économies toujours rentières**

Trente ans après, qu'est-ce qui a changé et qu'est-ce qui a résisté au changement dans les anciennes colonies françaises ?

- La cherté persiste et la hiérarchie des niveaux de prix entre les pays reste plus ou moins ce qu'elle était à la fin de l'époque coloniale. Il y a peut-être un peu moins de main-d'œuvre expatriée coûteuse (et encore est-ce sûr ?) mais la productivité de la main-d'œuvre locale n'a guère augmenté alors que les salaires n'ont pas diminué. Par ailleurs, les prélèvements de l'État sur les entrepri-

ses se sont accrus, les surcoûts de production dus aux interventions des détenteurs du pouvoir dans la gestion des affaires ou dus au jeu des solidarités à l'intérieur de la société ont crû de façon parfois vertigineuse. La situation du point de vue des coûts de production est sans doute pire qu'elle ne l'était il y a trente ans. Comme à l'époque coloniale, cette situation n'est possible que grâce à la rente.

- Cette cherté persistante fait que la compétitivité sur les marchés extérieurs est toujours absente. L'Europe pourrait être inondée de produits « made in Africa » : même si l'on admet (mais est-on obligé de l'admettre ?) que les Asiatiques ont aujourd'hui des avantages comparatifs sur les Africains pour la production de matériels électroniques par exemple, l'Europe pourrait être inondée de cotonnades produites dans les savanes, de vêtements fabriqués dans les faubourgs urbains, de produits artisanaux de toutes sortes. Or trouver dans un supermarché européen un produit manufacturé africain relève de l'exploit !

- Cette cherté persistante fait que la compétitivité sur les marchés intérieurs a diminué, en particulier parce que, à cause de la baisse des coûts des transports internationaux et de l'action des agences d'aide qui ont financé beaucoup d'infrastructures de transports, les protections géographiques ont diminué. Quant aux protections tarifaires héritées de la puissance coloniale et renforcées par les nouveaux gouvernements dans les premières années de l'indépendance, elles ont été, grâce à l'action persévérante des organismes internationaux, largement démantelées. Le résultat est une invasion encore jamais vue de produits importés à partir des points de moindre résistance (presque tous hors de la zone franc), une invasion qui profite aux commerçants qui importent et redistribuent.

Dans ces conditions, peut-on s'étonner de la fuite des entrepreneurs étrangers et de la rareté des entrepreneurs nationaux ? Ne résistent que ceux qui jouissent d'une bonne rente ou d'une solide protection géographique.

- Le secteur à bas prix baptisé désormais « informel » s'est énormément développé et inclut des activités de toute sortes. Mais il ne peut subsister qu'à condition d'échapper aux prélèvements de l'État et des serviteurs de l'État et aussi d'éviter autant que possible tout achat de biens et de services dans le secteur moderne. Faute de pouvoir investir, il est condamné à une très basse productivité. Il permet certes à la grande masse des Africains de vivre mieux que ne le disent les indicateurs économiques, mais il ne constitue pas une amorce de développement.

- Les économies africaines sont restées des économies rentières mais assises sur des rentes dont beaucoup ont diminué. Dans les années 1960, la métropole a mis fin aux sur-rentes agricoles ; puis après une éclaircie dans les années 1970, la rude concurrence

d'autres pays en développement où la productivité du travail est meilleure a pesé sur les rentes de la plupart des produits agricoles tropicaux qui sont probablement maintenant à leurs plus bas niveaux historiques. Quant aux rentes pétrolières et minières, après une période faste dans les années 1970 et au début des années 1980, elles sont de nouveau déprimées. D'où la situation de crise que connaissent nombre d'économies africaines.

Cette situation de crise est aggravée par le fait que les années de bonnes rentes n'ont pas été utilisées à financer des investissements productifs et compétitifs, mais ont fourni l'occasion d'hypothéquer l'avenir en s'endettant avec la complicité active des Occidentaux, en anticipant des rentes futures qui ne sont pas venues.

- Une nouveauté est que la péréquation entre pays rentiers et non rentiers n'a plus été assurée. Sous la pression des pays bénéficiant des rentes les plus élevées, les fédérations de l'AOF et de l'AEF ont éclaté et le relais de la puissance coloniale n'a pas été pris ; la « fraternité » dont les Africains nous rebattent les oreilles n'a pas été jusque-là... C'est l'aide extérieure qui joue désormais le rôle de la rente dans les pays défavorisés et même de plus en plus dans les pays rentiers en crise.

La décolonisation avait été largement motivée par la volonté de diminuer le coût des colonies afin de rendre l'économie française plus compétitive, notamment dans la perspective de l'ouverture du Marché commun. Cet objectif n'a été que très partiellement atteint. Tout au plus a-t-on réussi à faire partager le fardeau par d'autres pays industrialisés.

Trente ans après, on peut dire que la logique économique de la fin de la période coloniale n'a pas été remise en cause. D'une part, certains industriels français poussent toujours au maintien d'une zone d'exportation privilégiée, même si cette zone n'absorbe plus maintenant qu'une infime partie des exportations françaises. D'autre part, les bourgeoisies locales, administratives et politiques, se sont très largement substituées aux entreprises étrangères dans les opérations de prélèvement sur les rentes (les offices de commercialisation ont été à cet égard au moins aussi efficaces que les maisons de commerce coloniales !) renouant ainsi avec le passé anté-colonial où les pouvoirs tiraient déjà l'essentiel de leurs ressources de l'or et des esclaves exportés. Et elles ont très vite compris l'intérêt que présentait pour elles une zone à hauts prix et à monnaie surévaluée.

Les pressions des uns et des autres ont conduit à la situation actuelle, une situation qui est plus que jamais défavorable au développement. Pourquoi rechercher un accroissement de la productivité alors que les occasions de prélever sur les rentes naturelles et de créer (par des mesures administratives) des rentes de rareté artificielles et de prélever sur ces rentes se sont multipliées ? Les ajustements structurels se sont heurtés à la résistance des groupes pri-

vilégiés et n'ont pas réussi à rétablir la compétitivité ; l'écart entre le coût des facteurs de production et leur productivité n'a probablement jamais été aussi grand.

Sur la longue période d'un demi-siècle, on peut dire que la tendance lourde est à l'anti-développement. Les changements intervenus depuis les indépendances ont plutôt renforcé cette tendance et les ajustements dits « structurels » des années 1980 ne l'ont pas infléchi.

Quels scénarios sont envisageables pour les deux ou trois décennies à venir ? On en proposera deux : l'un qui s'inscrit dans la continuité des tendances constatées et qu'on baptisera « le culte du cargo », et un scénario de rupture dénommé « la fourmi africaine ». Comme le premier ne semble pas prolongeable indéfiniment et comme la probabilité du second semble assez faible à moyen terme, on s'interrogera enfin sur la possibilité d'un scénario intermédiaire.

### **Un scénario pour l'avenir : le culte du cargo**

---

On rappellera que le culte du cargo est la religion nouvelle née dans certaines îles du Pacifique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Des indigènes se sont alors imaginés que des ancêtres bienveillants leur envoyaient les biens manufacturés qu'ils convoitaient. Mais les cargos apportant ces biens étaient détournés par de méchants hommes blancs à leur profit. Tout le problème était de trouver la formule magique qui rétablirait l'ordre des choses.

Le culte du cargo connaît un bel essor dans l'Afrique contemporaine avec la complicité active des Occidentaux. Les conditions ont-elles des chances d'être réunies pour qu'un tel essor se poursuive ?

Le prodigieux développement des médias depuis trente ans a induit partout, dans les périphéries urbaines mais aussi dans les villages reculés, une demande de biens de consommation modernes. Ce développement des médias n'est certainement pas terminé ; il est vraisemblable, en particulier, que l'évolution des techniques (récepteurs à très faible consommation d'électricité, systèmes photovoltaïques produisant de petites quantités d'électricité à un coût acceptable, etc.) va considérablement favoriser la dissémination de la télévision en milieu rural. Quant à la bourgeoisie urbaine, en contact étroit avec le monde occidental, elle a peine à comprendre pourquoi elle ne jouirait pas d'un niveau de vie équivalent à celui des Occidentaux et il est peu probable qu'il en aille différemment demain.

Face à cette demande croissante de biens et de services modernes, comment va se présenter l'offre ? Tout s'est passé depuis trente ans comme si « l'Afrique avait rejeté le développement de toutes ses

*forces* » (2), comme s'il était exclu de fabriquer la majeure partie de ces biens en Afrique et comme si le problème était de trouver la formule magique qui amènerait les cargos chargés de voitures,

etc. La France en particulier, en consentant les (longtemps modestes) sacrifices nécessaires au maintien d'une zone franc, zone de hauts prix où la non-compétitivité est de règle, a été un fidèle artisan de ce scénario.

Ce scénario est ardemment défendu par la classe politique (toutes tendances confondues) qui occupe une position stratégique pour tirer parti d'une aide extérieure dont la majeure partie transite par l'État. Pourquoi en serait-il différemment demain !

Ce scénario aura vraisemblablement un coût croissant pour les pays occidentaux. D'abord parce que le nombre d'individus à aider augmentera ; ensuite parce que, dans la logique de la société de consommation, au Sud comme au Nord, les besoins de chacun augmenteront ; enfin parce que, comme on vient de le dire, les rentes dont bénéficient les pays africains n'ont guère de chance de se redresser. Les opinions publiques des pays occidentaux commenceront à s'interroger sur le coût et l'efficacité de l'aide à l'Afrique au sud du Sahara, mais ce coût peut rester supportable pendant encore un certain temps. Un tel scénario ne peut durer indéfiniment mais pourquoi ne continuerait-il pas pendant au moins la prochaine décennie ?

Ce scénario continuera d'autant plus facilement qu'au fur et à mesure que le temps passe, les économies africaines deviennent de plus en plus dépendantes et que, de ce fait, la sortie de ce scénario devient de plus en plus difficile. L'expérience a appris à la classe politique africaine que, même si elle ne tient pas les promesses dont elle n'est pas avare en contrepartie de l'aide, les gouvernements occidentaux hésiteront à couper ou à diminuer fortement une aide qui est devenue littéralement vitale pour les sociétés africaines, car cela entraînerait bien des souffrances et bien des désordres, inacceptables par leurs opinions publiques.

L'idée évoquée de transformer à l'avenir la zone franc en une zone écu ressemble étrangement à celle qui a présidé aux indépendances à la fin des années 1950 : sous de généreuses intentions affichées, elle consiste en fait à élargir le cercle de ceux qui contribuent à apporter leur concours au maintien d'une zone d'anti-développement afin de permettre à cette situation de durer un peu plus longtemps...

Un essai récent (3) compare la situation du monde depuis la chute de l'Empire soviétique à celle de l'Empire romain à partir du second siècle de notre ère : les nouveaux citoyens romains que sont les « développés » (de l'Ouest et de l'Est) renoncent désormais à étendre leur civilisation à de nouveaux pays ; ils abandonnent à

(3) J.-C. Rufin, *L'Empire et les nouveaux barbares*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1991.



leur sort les nouveaux barbares que sont les « sous-développés », se mettent à l'abri des invasions derrière un nouveau *limes* et n'interviennent au-delà de ce *limes* que pour prévenir les incursions. Le *limes* n'empêche pas les échanges de part et d'autre, mais il marque une différence de statut entre l'en deça et l'au-delà. Disons qu'il y a dans ce schéma au moins une tentation pour le Nord et que le scénario du culte du cargo, qui permet d'acheter à un prix acceptable une tranquillité relative dans une zone au-delà du *limes*, s'inscrit bien dans cette perspective.

### **Un scénario pour l'avenir : la fourmi africaine**

Il y a trente ans, la plupart des observateurs du continent asiatique le voyaient condamné à la famine et à la misère. Ce n'est pas ce qui est advenu, au moins dans un certain nombre de pays qui ont mis en œuvre ce que l'on pourrait appeler un scénario de

la fourmi asiatique : révolution verte dans les campagnes au prix d'un travail accru et de l'utilisation croissante d'intrants d'origine industrielle, production de biens manufacturés à bas prix, compétitifs sur les marchés mondiaux grâce à une main-d'œuvre acceptant de très bas salaires réels, monnaies sous-évaluées favorisant l'exportation. D'autres pays qui avaient misé sur des stratégies différentes se sont plus ou moins ralliés à un scénario de ce type ou sont sur le point de s'y rallier : la Chine, l'Inde, le Sri Lanka, peut-être le Vietnam.

Personne ne se risque aujourd'hui à élaborer un scénario de la fourmi africaine. Pourtant, les atouts de l'Afrique pour construire à l'avenir un tel scénario ne sont pas minces :

- contrairement au cliché courant, les Africains peuvent fournir un travail important s'ils sont motivés. Ayant disposé pendant longtemps d'un espace illimité et ayant de ce fait la possibilité de mettre en œuvre des systèmes de production extensifs et exigeant très peu de capital et relativement peu de travail, ils n'ont guère été motivés ni aux époques anté-coloniales, ni pendant la période coloniale, ni même depuis les indépendances car les migrations et l'existence d'une aide internationale abondante leur ont procuré des échappatoires. Mais on voit aussi qu'ils peuvent être motivés lorsqu'il n'y a plus d'échappatoire et qu'il y va de la survie de leur groupe familial (on citera par exemple le cas des paysans mossis qui investissent un travail considérable dans l'amélioration de leur capital foncier dès lors que les possibilités d'émigration se ferment). Les échappatoires devenant demain moins nombreuses, on peut penser que ce mouvement s'accroîtra.

- les Africains seront d'autant plus capables de fournir un travail important qu'une pression sociale s'exercera dans ce sens. En

dépit de la déstructuration croissante des sociétés traditionnelles, le poids du groupe sur l'individu reste très fort, plus fort en Afrique au sud du Sahara que dans la plupart des autres régions du monde. Jusqu'à présent, le travail et l'accumulation n'ont pas été

la mobilité sociale, etc.), ce que Daniel Etounga-Manguelle appelle un « ajustement culturel » (5).

On peut imaginer au moins deux variantes de ce scénario de la fourmi :

### ***Un scénario de la tache d'huile autour du Nigeria***

Le Nigeria, du fait du volume et de la densité de sa population, du fait aussi du dynamisme de certaines de ses minorités, a la possibilité de jouer un rôle très particulier en Afrique au sud du Sahara. Malheureusement pour lui, il dispose de la rente pétrolière la plus élevée du continent ; il l'a largement gaspillée jusqu'à présent et il continue à le faire. Mais, poussé par les organismes internationaux et par la dureté des temps, poussé peut-être aussi par une classe de commerçants qui a accru son poids politique, il représente désormais une puissance commerciale qui grâce à une monnaie relativement sous-évaluée, inonde les pays de la zone franc à la monnaie surévaluée et convertible sous une masse de produits manufacturés, soit fabriqués sur place, soit importés.

Cette donnée nouvelle renforce encore le handicap de la zone franc dans la course au développement. Certes, il est possible d'imaginer que le Nigeria va retomber dans l'état plus ou moins chaotique qu'il a connu depuis trente ans et dont il n'est pas entièrement sorti et que la situation actuelle est toute provisoire. Mais le pire n'est pas toujours certain et on peut imaginer aussi que l'amorce de développement constaté dans ce pays va se renforcer.

S'il en est ainsi, la zone franc se trouvera réduite à être la périphérie d'un pôle de développement et ce ne sont pas les tentatives anachroniques d'organiser cette zone en une zone de coopération économique qui y changeront quoi que ce soit. Cela signifie que, après une première phase de développement du Nigeria, ce développement s'étendra aux pays voisins, les hommes d'affaires nigériens allant investir dans ces pays où la main-d'œuvre sera devenue meilleur marché qu'elle ne l'est chez eux (comme les Thaï investissent désormais au Cambodge...)

On peut rêver d'un meilleur scénario pour les anciennes colonies françaises d'Afrique...

### ***Un scénario multipolaire***

Le Nigeria n'est sans doute pas le seul point du continent où des conditions favorables à l'émergence d'un scénario de la fourmi pourraient être réunies. On avait pu penser à une époque que la

(5) Daniel Etounga-Manguelle, *L'Afrique turel ?*, Ivry-sur-Seine, Nouvelles du Sud, 1990.  
*a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement cul-*

forte croissance de l'économie rentière en Côte-d'Ivoire ou au Cameroun allait entraîner un véritable développement qui s'auto-entretiendrait ; beaucoup d'observateurs avaient même imprudemment conclu que le développement avait déjà démarré dans ces pays. Une telle conclusion était prématurée, mais il n'en reste pas moins que les changements radicaux évoqués ci-dessus se produiront peut-être plus facilement dans des pays qui ont goûté à une certaine croissance.

On ne voit guère de tels changements se produire ou, en étant optimiste, disons qu'on les voit s'amorcer avec une sage lenteur. Est-il possible d'agir pour favoriser leur émergence ? Les actions suggérées et soutenues actuellement par la France et qui visent à faire de la zone franc un véritable espace de coopération économique pourraient être utiles pour renforcer le dynamisme des économies nationales si un tel dynamisme existait (encore que l'espace géographique retenu ne soit probablement plus pertinent). Mais ce n'est pas la mise en place d'une réglementation régionale des banques et des assurances qui va rendre la zone capable de s'insérer dans l'économie mondiale... Les remèdes proposés apparaissent dérisoires face à l'ampleur du renversement nécessaire d'une tendance demi-séculaire.

On voit mal comment ce renversement pourrait se faire sans des changements autrement profonds dans l'économie de la zone et notamment dans les conditions monétaires, même si le changement de parité n'est probablement pas suffisant.

### **Des scénarios du repli sur soi sont-ils possibles ?**

On peut admettre avec certains Africains (6) que les temps ne sont pas encore tout à fait mûrs ou même sont loin d'être mûrs pour que le scénario de la fourmi africaine devienne réalité et que l'Afrique se réinsère dans l'économie mondiale. Peut-on envisager des scénarios intermédiaires qui prépareraient mieux le futur que celui du culte du cargo qui ne débouche sur aucun avenir ?

Certains économistes ont proposé depuis longtemps des scénarios d'une déconnexion plus ou moins prononcée de l'Afrique au sud du Sahara, une déconnexion qui pourrait être réduite à celle « *des critères de rationalité des choix économiques internes de ceux qui gouvernent le système mondial* » (7). L'expérience des dernières décennies a montré que les pays qui ont voulu s'isoler largement du marché mondial et suivre leur propre voie de développement indépen-

(6) Axelle Kabou, *op. cit.*

(7) Samir Amin, *L'empire du chaos*, Paris, L'Harmattan, 1991.

damment du reste du monde n'y sont guère parvenus. Tout s'est passé comme si l'aiguillon de la confrontation internationale était nécessaire pour éviter une mauvaise répartition des ressources disponibles, une déperdition des énergies ou le fourvoiement dans des impasses.

Cela dit, si l'on admet que, à moyen terme, l'Afrique n'est pas en mesure de s'insérer dans le jeu international, une déconnexion pourrait être un moindre mal et préparer une future réinsertion dans l'économie mondiale mieux que le scénario actuel de dépendance croissante. Ce serait une voie quelque peu analogue à celle qu'ont suivie l'Inde ou la Chine qui, après une période de relative déconnexion, cherchent avec un succès certain à se réinsérer (mais sans avoir connu, faute de donateurs suffisamment généreux, la dépendance croissante que connaît l'Afrique au sud du Sahara).

Le problème est que le « marché commun africain » étant devenu aujourd'hui une réalité sur le terrain, on voit mal certains pays opter pour la déconnexion alors que d'autres choisiraient d'autres voies. Les frontières étant ce qu'elles sont, les premiers seraient mis dans l'impossibilité de suivre la voie choisie. Or l'ensemble des pays africains ne semble pas du tout prêts à accepter une déconnexion, si bien que cette option paraît actuellement peu réaliste.

**Jacques Giri**

*Groupe de Prospective coopération et développement*